développement énoncés dans la résolution 1320 (XLIV) du Conseil économique et social, et prie le Conseil et les autres organes de l'Organisation des Nations Unies, selon qu'il conviendra, d'accorder une attention particulière, dans la poursuite des efforts qu'ils déploient pour formuler une stratégie du développement efficace, à ces principes directeurs ainsi qu'à ceux qui sont énoncés au paragraphe 1 ci-dessus;

7. *Recommande* que les gouvernements fassent de plus amples efforts dans le domaine du désarmement et que les ressources ainsi libérées soient utilisées aux fins du développement économique et social, en particulier celui des pays en voie de développement;

8. *Prie* le Secrétaire général, les organes directeurs du Programme des Nations Unies pour le développement et des autres programmes des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées de fournir, dans les limites des ressources disponibles, toute l'assistance possible aux gouvernements pour seconder leurs efforts en vue d'atteindre les objectifs définis au paragraphe 1 ci-dessus;

9. *Recommande spécialement* à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et à l'Association internationale de développement, lorsqu'elles étudient des plans de prêts aux fins d'investissement, d'envisager des investissements dans les domaines de l'industrialisation, de la réforme agraire, de la santé, de l'habitation, de l'administration de la justice et du développement communautaire, comme elles l'ont déjà fait dans le domaine de l'éducation, étant donné l'importance de ces investissements pour le développement social;

10. *Prie en outre* le Secrétaire général d'accorder une attention particulière au renforcement de l'action internationale concertée relative à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources humaines, qui constitue un aspect essentiel des activités à prévoir pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;

11. *Prie en outre* le Secrétaire général de présenter le prochain rapport sur la situation sociale dans le monde en 1970 et prie le Conseil économique et social de demander à la Commission du développement social d'étudier à quels intervalles le rapport devrait être publié par la suite, de manière à tenir compte du calendrier des plans nationaux de développement et de la nécessité d'évaluer la situation sociale dans le monde au milieu et à la fin de chaque décennie.

1748^e séance plénière,
19 décembre 1968.

2437 (XXIII). Création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2062 (XX) du 16 décembre 1965 relative à l'examen de la création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme,

Prenant note une fois de plus de la résolution 1237 (XLII) du Conseil économique et social, en date du 6 juin 1967, par laquelle le Conseil a fait sienne la recommandation à l'Assemblée générale figurant dans le projet de résolution proposé par la Commission des droits de l'homme²¹, ainsi que de la résolution 1238

²¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément n° 6 (E/4322), chap. XVII, projet de résolution IV.

(XLII) du Conseil, en date du 6 juin 1967, concernant la question relative à la mise en œuvre des droits de l'homme par un Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ou quelque autre organe international approprié,

Rappelant en outre que, dans sa résolution 2333 (XXII) du 18 décembre 1967, l'Assemblée générale, après avoir déploré qu'il n'ait pas été possible de procéder à l'examen de cette question en raison du programme de travail chargé, a décidé de donner un rang de priorité élevé lors de sa vingt-troisième session à l'examen de ladite question,

Regrettant que, malgré cette décision, il n'ait pas été possible de procéder ainsi en raison du programme de travail chargé à la présente session,

1. *Décide de nouveau* de donner un rang de priorité élevé lors de sa vingt-quatrième session à l'examen de cette question, conformément aux résolutions et décisions précitées;

2. *Prie* le Secrétaire général de fournir à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-quatrième session, toute la documentation pertinente qui aura été établie en application des résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Commission des droits de l'homme sur cette question.

1748^e séance plénière,
19 décembre 1968.

2438 (XXIII). Mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2331 (XXII) du 18 décembre 1967 relative aux mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale,

Affirmant à nouveau que le racisme, le nazisme ainsi que l'idéologie et la politique d'*apartheid* sont incompatibles avec les objectifs de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et d'autres instruments internationaux,

Exprimant sa vive inquiétude devant le fait que, en violation de la résolution 2331 (XXII) de l'Assemblée générale, les activités des groupes et organisations qui propagent le racisme, le nazisme et des idéologies similaires fondées sur le terrorisme et l'intolérance raciale n'ont toujours pas pris fin,

Tenant compte du fait que, dans le passé, ces idéologies ont mené à des actes de barbarie qui ont révoqué la conscience de l'humanité, à d'autres violations graves des droits de l'homme et, finalement, à la guerre, qui a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances,

Rappelant que la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques stipulent qu'aucune de leurs dispositions ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte tel que le racisme ou le nazisme et les idéologies similaires visant à la destruction des droits qui y sont énoncés,

Prenant note de la résolution II relative aux mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale,